



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le bilan céréalier de l'URSS et de l'Europe orientale à l'horizon 1980

Ch. Beaucourt

Abstract

The cereal situation of the ussr and eastern europe in 1980 - What is the cereai policy envisaged by the Soviet economists in the tenth five-years plan ? What will be its consequences as far as the satisfaction of the cereal needs of Eastern Europe and the Western cereal market are concerned ?

Will the integration policy of each country lead to these farming specializations being revised or accepted ? It seems rather that in the vital cereal sector each country will pursue its traditional policy and will try to guarantee its self-sufficiency, specialization being limited to certain products.

Résumé

Quelle est la politique céréalière préconisée par les responsables de l'économie soviétique dans le Xe plan quinquennal de U'URSS ? Quelles en seront les implications sur la couverture des besoins céréaliers de l'Europe Orientale et partant, sur le marché occidental des céréales ?

Les mesures d'intégration de chaque pays amèneront-elles à réviser ou à accepter les spécialisations agricoles ? il semble plutôt que dans le secteur vital des céréales, chaque pays poursuivra sa politique traditionnelle et cherchera à assurer au mieux son auto-suffisance, la spécialisation se limitant à certains produits.

Citer ce document / Cite this document :

Beaucourt Ch. Le bilan céréalier de l'URSS et de l'Europe orientale à l'horizon 1980. In: Économie rurale. N°125, 1978. pp. 31-36;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1978.2564>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_125_1_2564

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LE BILAN CÉRÉALIER DE L'URSS ET DE L'EUROPE ORIENTALE A L'HORIZON 1980

C. BEAUCOURT

Chargée de Mission au GEPI, Centre Français du Commerce Extérieur

Quelle est la politique céréalière préconisée par les responsables de l'économie soviétique dans le X^e plan quinquennal de l'URSS ? Quelles en seront les implications sur la couverture des besoins céréaliers de l'Europe Orientale et partant, sur le marché occidental des céréales ?

Les mesures d'intégration de chaque pays amèneront-elles à réviser ou à accepter les spécialisations agricoles ? Il semble plutôt que dans le secteur vital des céréales, chaque pays poursuivra sa politique traditionnelle et cherchera à assurer au mieux son auto-suffisance, la spécialisation se limitant à certains produits.

THE CEREAL SITUATION OF THE USSR AND EASTERN EUROPE IN 1980

What is the cereal policy envisaged by the Soviet economists in the tenth five-years plan ? What will be its consequences as far as the satisfaction of the cereal needs of Eastern Europe and the Western cereal market are concerned ?

Will the integration policy of each country lead to these farming specializations being revised or accepted ? It seems rather that in the vital cereal sector each country will pursue its traditional policy and will try to guarantee its self-sufficiency, specialization being limited to certain products.

Que l'on se réfère aux « orientations fondamentales du développement pour 1976-1980 », base du plan quinquennal soviétique, ou aux rapports de Brejnev et Kossyguine au XXV^e Congrès du Parti qui les commentent, l'agriculture demeure un secteur hautement prioritaire du développement de l'économie de l'Union Soviétique au cours des prochaines années ; la période doit être caractérisée par « des efforts décisifs » en vue de résoudre le problème agricole, et cette politique de priorité à l'agriculture se traduit, en particulier, par un accroissement du poids des investissements qui lui sont consacrés, de 22 % au cours du IX^e quinquennat à plus de 26 % dans le X^e plan en cours.

En même temps, la production céréalière est, selon l'expression de L. Brejnev lui-même, le « secteur-choc » de cette agriculture ; « la tâche la plus importante de l'agriculture est, précise-t-on, d'accroître par tous moyens la production des céréales et d'augmenter la stabilité des récoltes ».

un des problèmes-clefs de l'agriculture soviétique

1. Certes, la position n'est pas nouvelle ; si l'agriculture est depuis la dernière décennie au centre des préoccupations des planificateurs soviétiques, la production céréalière a toujours été un des **problèmes-clefs** de cette agriculture.

Dans la conception des responsables de l'économie en effet, les céréales et en particulier le blé ont tou-

jours été considérés comme un **produit « stratégique »** dont il convient de garantir au pays l'autosuffisance (1). Au même titre, après la seconde guerre mondiale, la politique soviétique se fixera pour objectif de couvrir les besoins de tous ses partenaires européens. Et tout récemment encore, Kossyguine faisait état de la « sécurité de l'autosuffisance » en ce domaine.

Dans les conditions économiques de l'URSS, les **besoins** de céréales sont particulièrement importants.

D'une part en effet la **consommation humaine** est relativement élevée ; bien que les Soviétiques consomment toujours davantage de viande, les céréales forment encore la majeure partie de leur alimentation : il a été consommé 144 kg/habitant (céréales converties en farine) en moyenne dans les années 1971-1975.

D'autre part, les besoins pour l'**alimentation du bétail** sont également considérables : la demande rapidement croissante de viande exige un accroissement correspondant d'aliments pour le bétail. Et, compte-tenu de la relative pénurie de produits de remplacement et du manque de protéines, le bétail consomme plus de céréales, et en particulier de céréales panifiables, qu'il n'apparaîtrait rationnel.

(1) Produit stratégique, le blé est l'instrument d'une politique essentiellement « défensive », dans un environnement longtemps considéré hostile. Il n'a jamais été question pour l'URSS, jusqu'à présent, de faire usage de « l'arme du blé ». Elle n'en a guère eu les moyens il est vrai, mais il n'est pas exclu que le blé puisse dans les prochaines décennies jouer un rôle plus actif dans la politique extérieure de l'URSS.

Il faut y ajouter enfin les **besoins à l'exportation** ; l'URSS couvre en effet une très grande partie du déficit céréalier de ses partenaires d'Europe orientale et la presque totalité de leurs importations de blé. Ainsi, pendant la période 1971-1974, l'Union Soviétique leur a-t-elle fourni 66 % des céréales et du blé qu'elle exporte, et ces livraisons ont représenté 46 % des importations cérésières de ces pays et 78 % de leurs importations de blé.

Les fortes variations de la récolte cérésièrre se répercutent fâcheusement sur la croissance globale de l'économie soviétique et, en particulier, sur l'équilibre de la balance des paiements avec les pays industrialisés occidentaux. En effet, si l'URSS est traditionnellement un pays exportateur de céréales, dans la mesure où son principal client est l'Europe socialiste, le revenu qu'elle tire de son commerce céréalier est perçu en devises « non convertibles » ; en cas de mauvaise récolte, par contre, les dirigeants soviétiques s'efforcent de respecter au mieux les contrats de livraison aux partenaires du CAEM, en augmentant leurs ressources par des importations accrues ; les pays susceptibles de l'approvisionner étant des pays occidentaux, ces importations correspondent à une sortie de devises « convertibles » ou à des ventes d'or qui peuvent peser lourdement sur l'équilibre de la balance des paiements comme ce fut le cas pour 1975 (2).

2. En 1971-75 pourtant, la **production cérésièrre** de l'URSS a été **loin de satisfaire à toutes ces exigences**. Bien qu'elle ait produit environ 15 % de la production cérésièrre mondiale et plus de 24 % de celle de blé, l'URSS a été importateur net, au cours de la période, de 37 millions de tonnes de céréales. Pourtant, la progression n'a pas été négligeable puisque, malgré deux très mauvaises années agricoles en 1972 et 1975 (et une année exceptionnelle, il est vrai, en 1973), la récolte moyenne des céréales a atteint plus de 181 millions de tonnes, contre 168 au cours du précédent quinquennat. Cependant, l'évolution a été plus lente que prévue, et inférieure à celle de la période antérieure. En 1966-1970, la récolte avait accru en moyenne de 37 millions de tonnes par an, en 1971-1975 elle a augmenté de 14 millions de tonnes par an.

Par ailleurs, l'accroissement de la production a été lié à des **coûts** d'investissements élevés, plus élevés même que prévus puisque 131 milliards de roubles ont été investis dans l'agriculture contre 128 planifiés. Enfin et surtout, la très grande **irrégularité** des récoltes pèse lourdement sur la croissance de l'économie soviétique. L'écart de rendement entre la meilleure et la

(2) On reconnaît maintenant que la récolte catastrophique de cette année-là est, pour la majeure partie, responsable du très fort accroissement de l'endettement soviétique. Les planificateurs avaient apparemment préjugé des résultats de la récolte-record de 1973 et de l'incidence du boom des prix mondiaux du pétrole et de certaines matières premières sur l'amélioration de leur balance commerciale pour accroître très fortement leurs achats à l'Ouest. En 1976 les achats de céréales leur ont coûté environ 3 milliards de dollars.

moins bonne récolte du IX^e quinquennat a atteint 6,8 quintaux/ha, mais dans certaines régions, les écarts ont été beaucoup plus importants : 10,3 quintaux/ha dans la région de la Volga, 8,6 quintaux/ha en Sibérie occidentale et 8,7 quintaux/ha dans la zone centrale des Terres non noires, qui a été l'objet d'un programme spécial de développement ; l'insuffisance des capacités de stockage a été la cause de grandes pertes et d'une inutilisation des excédents dans les bonnes années de récolte (3).

3. L'impact sur les niveaux d'auto-suffisance cérésièrre de l'Union Soviétique et de l'Europe orientale a été important.

En URSS, les taux de couverture potentiel et réel de la consommation cérésièrre ont régulièrement diminué de 1971 à 1975 (sauf en 1974).

1. Ratio : Production nette/Consommation nette apparente					
	1971	1972	1973	1974	1975
	1,036	0,924	0,899	0,994	0,900

2. Ratio : Production nette - exportation/Consommation nette					
	1971	1972	1973	1974	1975
	0,976	0,893	0,874	0,955	0,879

Production nette = production moins pertes.

L'URSS n'a été exportateur net de céréales qu'une seule année, en 1971. Par ailleurs, l'URSS couvre moins les besoins en céréales de ses partenaires européens.

D'une part, les livraisons soviétiques de céréales à ces pays ont régulièrement diminué de 1971 à 1975. Certes, dans les mauvaises années de récolte, les partenaires européens restent privilégiés en ce sens que la part des exportations soviétiques qui leur a été attribuée a augmenté de 1974 à 1975 comme déjà elle l'avait été en 1972. Mais, en 1975, malgré des restrictions draconiennes de la consommation interne et le doublement des importations, la réduction des disponibilités cérésièrres (4) a obligé l'Union Soviétique à réduire de près de moitié ses exportations vers l'Est.

D'autre part, le pourcentage des importations nettes soviétiques de céréales et de blé dans l'approvisionnement global des pays socialistes européens a également fortement diminué :

	1971	1972	1973	1974	1975
Toutes céréales ..	7,8 %	3,9 %	3,3 %	4,6 %	1,9 %
Blé	18,1 %	9,8 %	8,3 %	10,0 %	

D'une façon générale, de 1971 à 1974 ces pays, dont l'agriculture a plus progressé que celle de l'Union

(3) Cette situation de fait avait été confirmée par BREJNEV en commentant la récolte-record de 1973. Et cette année encore, tous les moyens ont été bons pour entreposer le grain : c'est ainsi que dans certaines régions les wagons de marchandises ont été utilisés dans ce but, au grand dam des transports, privés d'une partie de leur matériel.

(4) 12 millions de tonnes de moins qu'en 1972, l'année la plus mauvaise du quinquennat, et 57 millions de moins qu'en 1973.

Soviétique, sont devenus moins dépendants des échanges extérieurs pour leur approvisionnement céréalier, et en particulier de l'URSS (5).

4. Les perspectives 1976-1980 s'annoncent meilleures.

Au niveau de la production, les objectifs soviétiques sont ambitieux : on escompte une récolte céréalière moyenne de 215 à 220 millions de tonnes au cours des cinq années du plan et de 235 millions de tonnes en 1980. Ceux des autres pays de l'Europe orientale ne le sont pas moins : la production céréalière devrait augmenter de 33 % en 1980 par rapport à la récolte moyenne des années 1971-1975.

En même temps, les fonds investis dans l'agriculture diminuent en part relative dans la plupart de ces pays. Même en URSS où ils représenteront plus de 26 % des investissements globaux et constituent la somme imposante de 172 milliards de roubles, les investissements agricoles augmenteront relativement moins, en chiffres absolus, qu'au précédent quinquennat.

Pourtant, les responsables de l'économie soviétique estiment que leurs objectifs peuvent être considérés comme un minimum et que si les conditions climatiques sont favorables, les ressources techniques et matérielles devraient permettre de faire mieux. L'accroissement des surfaces ensemencées et la restructuration des ensemencements devraient, estime-t-on, permettre d'accroître la production de 27 millions de tonnes. L'utilisation intensive d'engrais devrait pour sa part contribuer à plus de la moitié de l'augmentation de la récolte céréalière, et les nouvelles capacités de stockage faciliteront le bon usage des excédents de récolte des années fastes.

En regard de ces ressources, comment doivent évoluer les **besoins céréaliers** ? Des divers éléments qui composent la consommation céréalière, les échanges mis à part, un seul devrait considérablement se modifier : la consommation animale ; l'évolution de la structure des besoins céréaliers déjà observée au cours du précédent quinquennat se poursuit donc en s'accroissant.

La consommation humaine, en particulier, se maintient à son niveau des années 1971-1975. On connaît en effet pour l'URSS et la plupart des pays socialistes européens la consommation de produits céréaliers par habitant prévue en 1980. En Union Soviétique, elle doit être de l'ordre de 144 kg/habitant, c'est-à-dire, d'un niveau sensiblement égal à celui des cinq dernières années (6). La consommation du Bulgare, qui est, après

le Russe, le plus gros consommateur de céréales d'Europe orientale, devrait passer de 157 à 150 kg/habitant et, dans les autres pays, on observe la même tendance. On peut donc estimer, grossièrement, que l'accroissement de la population de l'ensemble de la zone sera compensé par la réduction de la consommation de chacun de ses habitants et que la consommation humaine totale n'évoluera pas ou peu.

Le volume de céréales nécessaire aux ensemencements sera, lui aussi, sensiblement équivalent, les surfaces céréalières évoluant peu (7).

Les besoins de l'alimentation animale, par contre, augmenteront fortement et, ce faisant, modifieront profondément le niveau et la structure de la consommation céréalière des pays de l'Europe orientale. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les programmes de production de viande de chacun de ces pays. Le niveau de consommation de viande est, en effet, considéré comme un des indicateurs économiques-clefs de l'amélioration du niveau de vie de la population et ceci justifie l'effort porté dans la plupart de ces pays sur le développement du cheptel. Certes, cette politique reçoit des applications différentes : en Pologne, il s'agit d'un problème particulièrement aigu, on le sait, depuis les événements de 1970 et que l'on cherche à résoudre sur place ; en Union Soviétique cependant, bien que l'amélioration de la consommation alimentaire soit également une des préoccupations majeures des planificateurs, la production de viande devrait augmenter relativement peu. Mais, dans l'ensemble de l'Europe orientale, le cheptel doit fortement augmenter. Or, dans ce quinquennat encore, malgré l'effort qui doit être fait pour « satisfaire plus amplement les besoins en aliments protéinés, en augmentant la production de soja et celle de luzerne notamment », les céréales formeront la base de l'alimentation animale » (8).

Les niveaux d'autosuffisance céréalière en 1976-1980 et les répercussions sur les échanges.

On ne peut cependant se faire une idée claire de ces évolutions sans chercher à estimer, si imparfaitement que ce soit, les consommations céréalières. La méthode qui a été employée pour ce faire est simple : partant de la constatation que l'accroissement des besoins céréaliers est presque exclusivement le fait de la consommation animale, elle consiste à comparer l'augmentation de la production céréalière à celle des besoins du bétail, eux-mêmes établis d'après les objectifs de la production de viande. On peut estimer que les disponibilités ainsi dégagées — ajustées en fonction des données dont on dispose sur les variations des

(5) En 1975, bien que l'Europe orientale ait dû procéder à des achats importants, cela est resté vrai en ce qui concerne l'URSS.

(6) On remarquera cependant que pour la première fois depuis de longues années, la consommation par habitant ne devrait pas diminuer ; et pourtant le niveau planifié est encore très supérieur à la norme de 120 kg/habitant estimée rationnelle.

(7) On prévoit cependant en URSS d'accroître de 4 millions d'hectares la surface céréalière, mais celle-ci devrait diminuer dans d'autres pays, notamment en Bulgarie et en R.D.A.

(8) On pourrait certes importer davantage de soja : un contrat en ce sens vient d'être signé avec les Etats-Unis. Mais les capacités de stockage sont, selon un économiste soviétique, inadéquates et de construction coûteuse.

autres éléments de la consommation — caractérisent l'évolution des niveaux d'autosuffisance céréalière.

Cette estimation est certes grossière : elle ne tient pas compte des variations de stocks ni de la structure de la production et de la consommation céréalière et de l'importance des céréales panifiables. Mais elle donne une valeur approximative du degré de dépendance de ces pays quant à leur approvisionnement céréalière. Dans les pays d'Europe orientale, le problème de la production alimentaire se pose, en effet, avec d'autant plus d'acuité que le secteur contribue par ses exportations à atténuer le déficit de leur balance commerciale et donc à financer les achats de matières premières déficitaires et d'équipement de pointe.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces estimations ?

S'ils réalisent leur plan de production céréalière (9) — et les résultats de ces dernières années permettent d'en augurer favorablement — les **six pays d'Europe orientale** devraient, malgré une très forte augmentation de leur cheptel et donc de leurs besoins céréalières, couvrir leur consommation à peu près autant que dans la période 1971-1975. Ils resteraient alors importateurs nets de céréales pour un volume d'environ 6 millions de tonnes par an (10).

En ce qui concerne l'URSS, on retiendra deux hypothèses :

— L'Union Soviétique **atteint ses objectifs céréalières** et, si optimiste que puisse paraître cette prévision, elle n'est pas totalement irréalisable. Dans ce cas, le pays couvrirait au moins sa propre consommation (la récolte obtenue est la variante minimum du plan) et pourrait même, dans des conditions climatiques excellentes, redevenir exportateur net de quelques millions de tonnes de céréales (la récolte réalisée est la variante maximum).

— L'URSS **n'atteint pas ses objectifs céréalières**. Et il n'est pas déraisonnable d'envisager cette solution au cas où les conditions climatiques ne lui seraient pas favorables et si l'on tient compte de la nécessité où le pays s'est trouvé au début du quinquennat de reconstituer ses stocks (11). L'Union Soviétique ne pourrait alors pas totalement assurer son propre approvisionnement et se trouverait dans l'obligation d'importer des céréales pour son propre compte.

(9) et tout autre élément de la consommation étant égal par ailleurs (variation de stocks nulle, même niveau de consommation humaine et de semences).

(10) On comparera ces chiffres avec les estimations pour 1980 faites par LASCELLES D. (« COMECON to 1980 », *Financial Times Ltd.*, 1976) selon lesquelles, compte non tenu de la variation des stocks, ces pays disposeraient à cette date d'un surplus de 4 millions de tonnes de céréales. Cependant, le niveau de consommation proposé pour 1980 paraît très faible : il suppose un accroissement de 10 % en cinq ans alors que la consommation animale qui représente le principal élément de cette consommation doit augmenter d'environ 30 %. Il faudrait donc admettre une diminution très considérable des autres consommations.

(11) Le volume des stocks est toujours du domaine secret ; en son temps, KHROUTCHCHEV avait estimé qu'il devrait atteindre la moitié de la consommation humaine ; il serait alors de l'ordre de 25 millions de tonnes [à titre de comparaison, si l'on s'en tient à la norme américaine jugée rationnelle, les stocks devraient être de 33 millions de tonnes]. Dans la mesure, cependant, où KHROUTCHCHEV exprimait un souhait, on peut penser qu'ils étaient inférieurs à ce chiffre.

Quelles seraient les répercussions de la réalisation de ces différentes hypothèses au niveau de l'approvisionnement de la zone et des échanges extérieurs ?

* Dans le meilleur des cas, l'Union Soviétique disposerait de surplus suffisants pour couvrir les besoins des autres pays socialistes européens (12) ; la zone assurerait alors plus ou moins son autosuffisance.

* Dans l'hypothèse plus pessimiste où elle ne réalise pas son plan, l'URSS devrait, pour garantir sa consommation et celle de ses partenaires européens, importer à peu près autant qu'en 1971-1975 (13), soit 12 à 13 millions de tonnes de céréales par an.

On sait les aléas auxquels on s'expose dans une prévision agricole, en particulier lorsqu'il s'agit d'une économie encore extensive, fortement soumise aux variations climatiques. Les éléments d'appréciation dont on dispose et les estimations des besoins que l'on a pu en tirer nous incitent cependant à adopter la solution relativement optimiste où l'URSS obtient une récolte moyenne de 215 millions de tonnes (variante minimale). On peut prévoir alors qu'elle couvre son propre approvisionnement et continue à importer ce qu'il faut pour couvrir les besoins de ses partenaires européens. Les **importations de la zone** en provenance du monde occidental seraient alors **inférieures de moitié** à ce qu'elles ont été dans le précédent quinquennat (14).

Les perspectives de spécialisation agricole de l'Europe orientale.

L'agriculture est en effet, avec l'industrie alimentaire, un des problèmes-clefs qui doivent faire l'objet d'un programme intégré à long terme pour l'ensemble de ces pays. Kossyguine l'a rappelé récemment à la 30^e session du CAEM. Certes, il est difficile de prévoir ce qui y sera décidé. Cependant, si l'Union Soviétique fournit près des 3/4 de la production céréalière du CAEM et les 4/5^e de celle de blé, elle ne participe guère actuellement à plus de 60 % de la production de viande de la zone. Les importations nettes de viande de l'URSS n'ont cessé d'augmenter, principalement en provenance de ses partenaires européens et les objectifs de production du X^e plan quinquennal laissent augurer d'un maintien, et même d'une accentuation, de cette tendance. La part de l'URSS dans la production de viande de l'Europe orientale devrait diminuer en effet d'ici à 1980 (15).

De son côté, l'URSS continuera à livrer à ces pays des céréales, mais moins, relativement aux besoins de

(12) Et indépendamment du fait que, comptabilisées en unités fourragères, les exportations de viande de l'Europe socialiste vers l'URSS compensent en partie les livraisons soviétiques de céréales à ses partenaires. Ce qui nous intéresse ici est le degré d'indépendance de la zone vis-à-vis de l'extérieur.

(13) C'est l'hypothèse retenue par J. SLATER « *Ost-Europa* », numéro spécial, août-septembre 1976, « der 25 Parteitag des K.P.d.S.U. », pp. 705-718.

(14) Si l'on considère les contrats céréalières déjà conclus avec les USA pour les années à venir, lesquels couvriraient tout juste ces besoins, on peut penser que c'est également l'hypothèse qui a été retenue comme base en URSS, n'étant pas exclu qu'en cas de difficulté, un recours au marché occidental est encore envisageable.

(15) En se plaçant toujours dans l'optique des prévisions de ces pays.

ces pays. Cette situation de fait sera-t-elle entérinée dans le programme agricole commun qui est à l'étude ? Les mesures d'intégration visant à mieux utiliser les potentialités de chaque pays amèneront-elles à réviser ou à accepter les spécialisations agricoles ? Déjà, des compensations de fait entre produits durs ou « forts », c'est-à-dire ayant une valeur devise, ont été réalisées entre l'URSS et la Hongrie (16).

Et il n'est pas impossible d'envisager que l'URSS demande, en contrepartie de l'effort qu'elle fait dans

(16) Echanges complémentaires de pétrole soviétique et de céréales hongroises.

le domaine des matières premières en faveur de ces pays, un effort similaire pour la viande par exemple.

Ou bien s'agit-il d'une période intérimaire, en attendant que chaque pays puisse développer au mieux son agriculture (17) ? On incline à penser que, dans ce secteur vital, chaque pays cherchera à assurer au mieux son autosuffisance, continuant la politique traditionnelle ; et la spécialisation ne concernera que certains produits.

(17) D'ici 1980, la part des produits agricoles et alimentaires dans les exportations de l'URSS vers ses partenaires du CAEM doit diminuer de 5,9 % en 1975 à 2,8 %, le pourcentage des importations de ces produits en provenance de ces mêmes pays restant à peu près stable.

Tableau 1 — LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES EN URSS

(en milliards de roubles)	1966-1970	1971-1975		1976-1980
		Prévisions	Réalisation	
TOTAL	74,6	128,6	131,7	171,7
dont :				
1. d'Etat	45,2	—	84,6	115,7
dont productifs	36,4	—	72,4	97,7
2. des kolkhoz	29,4	—	47,1	56,0
dont productifs	23,6	—	—	—

Tableau 2 — NIVEAUX D'UTILISATION DES ENGRAIS MINERAUX EN EUROPE DE L'EST (1) 1960-1990

	1960	1970	1975	1980	1985	1990 (2)
Bulgarie	28	106	217	247	268	279
Hongrie	23	122	217	294	436	467
R D A	148	244	314	330	346	374
Pologne	36	124	200	235	283	339
Tchécoslovaquie	70	174	229	252	276	296
U R S S	5	19	35	63	110	...
Roumanie (2)	—	—	149	207	228	...

Source : Ekonomiceskoe sotrudnicestvo socialisticskaja integracija i effektivnost' proizvodstva. Moscou, 1972, p. 175.

1) Converti en substances nutritives ; kg par ha de terres agricoles.

2) Regional'nye problemy ekonomiceskoj integracii SSSR v sisteme stran SEV. Moscou.

Tableau 3 — EVOLUTION DE LA PRODUCTION CEREALIERE DE L'URSS 1966-1980
(en moyenne annuelle par quinquennat)

	1966-1970	1971-1975		1976-1980
	Réalisé	Planifié	Réalisé	Planifié
1. Production céréalière (millions de tonnes). dont 1971-1974	167,6	195	181,5 (191,9)	215-220
2. Accroissement par rapport au quinquennat précédent (millions de tonnes) dont 1971-1974	+ 37,3	+ 27,0	+ 14,0 (+ 24,3) *	+ 33-38 (+ 23-28) * *

* Accroissement annuel moyen en 1971-1974 par rapport à la récolte moyenne réalisée en 1966-1970.

** C'est-à-dire accroissement annuel moyen prévu en 1976-1980 par rapport à la récolte moyenne réalisée en 1971-1974.

**Tableau 4 — BILANS CEREALIERS DE L'URSS
1971-75/1976-80**

(en millions de tonnes)	1971-1975	1976-1980
1. Utilisations		
▪ Consommation humaine et industrielle	50	51
▪ Semences	25	26
▪ Consommation animale ..	97	104/109
▪ Pertes (net/brut)	27	32
▪ Exportations	5,7	6,1 (1)
Total	204,7	219/224
2. Ressources		
▪ Production brute	181,5	215/220
▪ Importations	13,1	4/9/-1 (2)
▪ Variations de stocks et ajustement (3)	10,0	0
Total	204,7	219/224

(1) C'est-à-dire ce qui est nécessaire pour couvrir les besoins d'importation des autres pays de l'Est.

(2) Par différence entre la somme des besoins et les ressources.

(3) Par différence entre les utilisations et la somme des ressources Production brute + Importations.

— Pour le calcul des divers éléments de la consommation, voir *Economies et Sociétés*, série Economie Planifiée, n° 33.

Tableau 5 — LES BESOINS D'IMPORTATION CEREALIERE DES PAYS EST-EUROPÉENS EN 1976-1980

(en millions de tonnes)	EUROPE DE L'EST	URSS (*)			TOTAL DE LA ZONE		
		1 ^{re} hyp.	2 ^e hyp.	3 ^e hyp.	1 ^{re} hyp.	2 ^e hyp.	3 ^e hyp.
1. Production céréalière (1)..	+ 18,6	+ 28,5	+ 32	+ 24			
2. Consommation (2)	+ 18,2	+9/+12	+9/+12	+9/+12			
3. Ressources dégagées (3) ..	+ 0,4	+9,5/+6,5	+13/+10	+5/+2			
4. Besoins d'Importations nettes (4)	6,1						
(— = Exp. nettes)		— 2,1/0,9	—5,6/—2,6	2,4/5,4	3,5-6,5	0/3,0	9/12
5. Importations totales (5) ..							

(*) Dans la 1^{re} hypothèse, la récolte atteint 215 millions de tonnes (variante minimum du plan) ; dans la 2^e, 220 millions de tonnes (variante maximum du plan) ; et dans la 3^e, 211 millions de tonnes (le plan n'est pas réalisé).

(1) Surplus de production par rapport à 1971-1975. Pour l'URSS, calculé sur la production nette.

(2) Pour les pays de l'Est, augmentation de la consommation animale seulement ; elle est calculée d'après l'accroissement de la production de viande planifié et un taux de 7 kg de céréales par tonne de viande. Pour l'URSS, on a tenu compte de l'évolution des autres consommations : + 1 million de tonnes de consommation humaine en fonction de la croissance démographique et d'une relative stabilité du niveau de consommation ; + 1 million de tonnes de semences, en fonction des surfaces ensemencées.

(3) En URSS, compte-tenu de la variation des stocks en 1971-1975. L'hypothèse est basée sur une variation nulle en 1976-1980 (voir tableau 19).

(4) Soit les importations nettes en 1971-1975 moins les ressources dégagées en 1976-1980.

(5) Etant admis que l'URSS couvre les besoins d'importation de ses partenaires et compte-tenu des exportations de ces pays vers l'URSS en 1971-1975 (environ 0,5 million de tonnes).